



CONTRIBUTION DES FONDS STRUCTURELS
ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS AUX DIX PRIORITÉS
DE LA COMMISSION
UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE





EN QUOI LES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS (FONDS ESI) CONTRIBUENT-ILS À CETTE PRIORITÉ DE LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2014-2020?

La monnaie unique a facilité le commerce et les investissements transfrontaliers, apporté la stabilité des prix, créé des opportunités commerciales et considérablement diminué le coût des voyages. Cependant, la crise financière a démontré que l'UE devait rester attentive à sa politique économique pour sauvegarder les emplois, la croissance, l'équité sociale et la stabilité financière.

EN QUOI LES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT PEUVENT-ILS ÊTRE UTILES?

Pour la première fois, la période de programmation 2014-2020 comprenait des **recommandations par pays et des programmes nationaux de réforme**. Par conséquent, cette période de programmation devrait renforcer les liens entre les objectifs du semestre européen, les priorités économiques de l'UE et la programmation des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI).

En associant cette nouvelle politique au pacte de stabilité et de croissance et à l'aide aux réformes structurelles dans les États membres, les Fonds ESI peuvent tirer le meilleur parti possible des investissements et proposer un instrument qui garantit la stabilité financière et économique de l'Union. Il est important d'évaluer les effets sociaux de ces réformes structurelles, tout en faisant de la lutte contre la pauvreté une priorité.



ACTIONS DES FONDS ESI: 2014-2020

RECOMMANDATIONS PAR PAYS

Pour la période 2014-2020, la législation des Fonds ESI a introduit une politique très ferme axée sur les résultats, en **associant directement les Fonds aux recommandations par pays** afin de contribuer à réaliser les objectifs d'Europe 2020. Plusieurs moyens sont mis en œuvre pour y parvenir:

- Contrôler la **cohérence** entre les accords et programmes de partenariat et les recommandations par pays et programmes nationaux de réforme.
- **Si nécessaire, adapter les programmes** selon les nouvelles priorités identifiées dans le cadre du semestre européen. Toute modification doit toujours être effectuée en consultation avec les États membres et régions concernés.
- Fournir **des ressources tangibles – aide financière, initiatives de formation et échange de bonnes pratiques – pour les réformes structurelles.**

Plus de deux tiers des recommandations par pays étaient pertinentes pour les investissements de la politique de cohésion et ont été transposées dans les priorités des programmes des États membres. Les recommandations par pays pour lesquelles les fonds préconisent des réformes comprennent des améliorations du fonctionnement du marché du travail et des réformes de l'éducation et des soins de santé.



INCLUSION SOCIALE ET MARCHÉ DU TRAVAIL ACTIF

La promotion de l'inclusion sociale et d'un marché du travail actif par le Fonds social européen (FSE) offrira davantage de perspectives aux personnes et aux entreprises. Les mesures pour cette période comprennent l'amélioration de l'accès au marché du travail, l'assistance aux organisations du marché du travail et une plus grande mobilité des travailleurs. Le FSE **ciblera notamment les groupes ayant le plus besoin d'aide** – les chômeurs de longue durée, les jeunes inactifs ou sans emploi et les travailleurs plus âgés.

Les Fonds ESI peuvent également **aider les migrants**, y compris les réfugiés et les demandeurs d'asile, une fois qu'un État membre leur a accordé le droit de travailler. Les fonds peuvent faciliter l'accès au marché du travail et promouvoir l'inclusion sociale par le biais de l'éducation, de la formation professionnelle, de «guichets uniques», de conseils, d'activités de coaching et de cours de langues.



RÉSULTATS ESCOMPTÉS



Le budget du FSE pour l'**inclusion sociale** s'élève à **25,6 %** de son investissement total, dépassant le minimum requis de 20 %. C'est une première dans l'histoire de la politique de cohésion.



Au moins **2,6 millions de personnes inactives** bénéficieront de l'aide du FSE.



Entre **2 et 2,5 millions de personnes défavorisées** bénéficieront des projets du FSE.



EXEMPLES DE PROJETS

- Conformément aux recommandations par pays, les fonds structurels soutiendront les réformes des soins de santé en Bulgarie, en Roumanie, en Slovaquie, en Lituanie et en Lettonie. En **Slovaquie**, par exemple, les Fonds ESI soutiendront la stratégie nationale pour des soins intégrés en modernisant les infrastructures des soins de santé et en améliorant l'accès à des services de qualité dans les services de base et avancés.
- «**I'm learning again**», un projet cofinancé par le FSE en Hongrie, permet aux personnes non ou peu qualifiées d'améliorer leur employabilité en leur proposant des formations adaptées aux besoins de l'économie nationale. En janvier 2015, 129 000 personnes, dont 34 000 Roms, avaient déjà mené à terme avec succès les modules de formation.
<http://europa.eu/!Cu66cm>
- **STEP** est un projet d'un an destiné aux personnes issues de communautés défavorisées de l'ouest de l'Écosse. STEP a utilisé des événements de sensibilisation des communautés pour attirer les candidats et proposé une assistance à tous les niveaux, allant de l'encouragement de la ponctualité à la négociation des contrats avec les employeurs locaux. En cinq mois, STEP a attiré 1 100 participants sur les 1 200 visés et dispensé des formations dans de nombreux domaines, tels que l'administration, le tourisme, la coiffure, l'aide à l'enfance, la construction et l'informatique.
<http://europa.eu/!Qv86hk>

Pour consulter d'autres fiches techniques sur la contribution des Fonds ESI aux priorités de la Commission, voir:

http://ec.europa.eu/contracts_grants/funds_fr.htm

Autres fiches techniques de cette série: Emploi, croissance et investissement • Le marché unique numérique • Union de l'énergie et climat
• Le marché intérieur • Justice et droits fondamentaux • Migration